



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 4

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel 2021 en faveur de la République du Sénégal

Document d'action Facilité pour la coopération technique et la communication

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Facilité pour la coopération technique et la communication Numéro CRIS: NDICI AFRICA/2021/043-402 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : Sénégal
4. Document de programmation	Document de Stratégie Conjointe EU - Sénégal 2021-2023
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Objectif : soutenir toutes les étapes du cycle de programmation et répondre aux besoins spécifiques pour renforcer le dialogue politique et la coordination dans les domaines stratégiques du partenariat UE-Sénégal. Résultat attendu : réalisation des objectifs principaux et transversaux du partenariat EU-Sénégal établis dans le DSC.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Mesures d'appui ou d'accompagnement de la programmation
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal (1 uniquement): ODD17 - partenariats pour la réalisation des objectifs Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles: ODD 3 Bonne santé et bien-être, ODD5 – Égalités de sexes

8 a) Code (s) CAD	<ul style="list-style-type: none"> • 15110 - Politiques publiques et gestion administrative – 12,5 % • 12264 – COVID-19 Control / 32168 – Pharmaceutical production - 37,5% • 15170 - Organisations et mouvements de défense des droits des femmes et institutions gouvernementales -12,5 % • 22011 - Politique de communication, planification et administration – 25 % 16066 – Culture – 12,5% 			
8 b) Principal canal de distribution @	42000 – Institution de l'Union européenne			
9. Objectifs de dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	création d'emplois		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	compétences/compétences numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	services numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Tags: transports		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	contacts interpersonnels		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	énergie		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Covid-19	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 8 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE 8 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion directe par : - Marchés publics Gestion indirecte avec l'/les entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2.			

1.2 Résumé de l'Action

La Facilité pour la Coopération Technique et la Communication (FCTC) est un instrument transversal qui contribue à l'amélioration de l'efficacité de la mise en œuvre du Partenariat UE-Sénégal. Elle vise à soutenir toutes les étapes du cycle de programmation et de répondre aux besoins spécifiques pour renforcer le dialogue politique dans les domaines stratégiques du partenariat UE-Sénégal y inclus la production de vaccins, avec le gouvernement du Sénégal, les autres partenaires au développement et les organisations de la société civile. La FCTC sera essentielle pour accompagner l'identification, la formulation puis la mise en œuvre des activités de l'action européenne au Sénégal dans le cadre IVCDI-Europe dans le monde, et contribuera aussi à la mise en œuvre de l'initiative « Team Europe » (TEI).

L'objectif général de la FCTC sera de soutenir, d'étendre, d'adapter et d'ajouter de la valeur aux principaux instruments politiques pertinents pour les programmes de l'UE dans le pays, afin de réaliser les priorités identifiées dans le document de Stratégie Conjointe pour le Sénégal pour la période 2021 -2023.

Objectifs spécifiques :

1. Appuyer la mise en œuvre des priorités identifiées au sein du partenariat UE-Sénégal et une meilleure coordination entre l'ensemble des Partenaires au Développement, avec le secteur privé et le gouvernement en matière économique et de création d'emplois.

2. Intégrer systématiquement l'égalité de genre dans toutes les actions de l'UE, dans le dialogue avec les organisations de la société civile, les autorités locales et avec le gouvernement, ainsi qu'accompagner la Délégation de l'UE dans la réalisation des objectifs du plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans l'aide extérieure (GAP III).
3. Assurer une communication stratégique, proactive et diversifiée en ligne avec les priorités politiques du partenariat UE-Sénégal et assurant à toutes les actions de coopération une visibilité efficace, de nature à souligner la présence politique de l'UE, de son action et de sa valeur.

Cette action contribuera à la promotion du ODD 17 en vue de sa fonction de faciliter le dialogue entre la Délégation de l'UE et le gouvernement sénégalaise, afin de garantir la réalisation des objectifs fixés au sein du partenariat UE-Sénégal. Par ailleurs cette action favorisera la réalisation du ODD5, en vue de son soutien à la mise en œuvre du GAP III. En vue du focus des mesures d'appui à l'action UE dans le domaine de la santé et notamment de la production pharmaceutique, en particulier de vaccins, elle contribuera aussi à la réalisation de l'ODD 3.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

L'Union européenne (UE) se positionne au Sénégal comme un partenaire solide et de longue date qui soutient le Pays dans sa relance économique et sociale post Covid à court terme, dans sa réponse aux défis structurels 'montrés' par les événements de mars 2021 et dans sa trajectoire vers l'émergence et comme pôle de stabilité économique et sécuritaire dans la région.

Le Document de Stratégie Conjointe (DSC) pour le Sénégal est cadré autour de trois priorités géopolitiques : (i) Croissance verte et inclusive pour la création d'emploi ; (ii) Développement du Capital humain ; et (iii) Bonne gouvernance. La révision de cette stratégie qui a eu lieu en juin 2021, a été faite dans le cadre de la programmation IVCDCI, ayant pour objectif de mieux refléter les nouvelles priorités géostratégiques de l'Union Européenne ainsi que le nouveau contexte imposé par la crise COVID-19.

Avec cette action l'UE assurera le soutien nécessaire afin de mieux implémenter ses priorités principales et transversales et la coordination de la Team Europe:

Appui à la mise en œuvre du partenariat UE-Sénégal:

En vue du nouvel cadre de financement IVCDCI Europe dans le monde, des enjeux liés au contexte post-Covid et en vue de la nouvelle structure d'interface au niveau national dans le dialogue autour du partenariat UE-Sénégal (substitution de l'Ordonnateur National avec le ministère de l'économie, du plan et de la coopération en tant que point focal pour la coordination du partenariat UE-Sénégal), la Délégation de l'UE au Sénégal devrait disposer de tous les moyens d'assistance nécessaires afin de réaliser les objectifs identifiés dans le DSC, ainsi pour améliorer le dialogue et la coordination avec le gouvernement et les autres parties prenantes notamment les partenaires au développement. Par ailleurs, une attention particulière sera réservée au domaine de la santé et en particulier de la production pharmaceutique au Sénégal en vue des ambitions nationales dans ce champ. La pandémie de Covid-19 a en effet hissé la santé au premier rang des nouvelles priorités du Sénégal : dans le cadre du Plan Sénégal Émergent (PSE), plusieurs programmes ont été adoptés afin d'améliorer l'offre des services et les soins de santé, en visant la réduction du déficit en infrastructures, le relèvement du plateau médical au niveau national, mais aussi la consolidation d'une industrie pharmaceutique nationale résiliente, pour une souveraineté pharmaceutique et sanitaire en matière de production de vaccins et médicaments.

Genre :

Le Sénégal demeure une société patriarcale avec une culture conservatrice, des pratiques traditionnelles, des attitudes et des croyances qui renforcent l'inégalité des rôles entre les sexes. De nombreuses pratiques découlant de ces croyances, qui se répercutent dans les différentes sphères et les étapes de la vie des femmes et sur l'exercice effectif de leurs droits. Le nouvel plan d'action genre, le GAP III, nous donnera un cadre de référence ambitieux pour la promotion de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes. Afin de favoriser la mise en œuvre du GAP III, des formations, ateliers et des dialogues spécifiques autour de ce sujet devront être réalisés pour accroître la sensibilisation autour du sujet genre de tous les parties prenantes dans la mise en œuvre du partenariat UE-Sénégal. La société civile sera un acteur clé dans la mise en œuvre de l'agenda genre, en vue de son rôle de veille autour de

différents engagements nationales et internationaux souscrits par le gouvernement sénégalais, en faveur de la promotion de l'égalité de genre.

Communication stratégique et culture :

Dans l'environnement de l'information d'aujourd'hui, il est de plus en plus nécessaire de s'engager davantage et mieux avec les citoyens des pays partenaires, pour accroître leur compréhension et leur soutien aux valeurs, objectifs et actions de l'UE. La jeunesse est la cible principale de notre communication en tant que acteurs protagonistes du changement social. Une communication stratégique et moderne sera nécessaire afin d'établir un dialogue étroit avec la jeunesse sénégalaise.

La culture joue un rôle clef dans les efforts de mettre la jeunesse au centre du développement. L'UE se propose à soutenir des activités variées dans ce domaine pour renforcer sa communication et donner un soutien aux acteurs culturels et créatifs engagés et aux événements avec un potentiel de visibilité permettant de promouvoir le dialogue culturel et interculturel en étroite relation avec les valeurs européennes. Ce soutien permettra également de promouvoir l'accès à la culture pour les jeunes et d'appuyer les espaces de réflexion et de projection sociétales ouverts par la culture et la créativité.

Analyse des politiques publiques du pays partenaire/de la région

L'UE s'engage à accompagner la relance économique et sociale du Sénégal en ligne avec la stratégie nationale, le Plan Sénégal Émergent (PSE) qui vise à l'émergence du pays d'ici le 2035 à travers une croissance économique à fort impact sur le développement humain et ainsi à sa déclinaison verte (PSE vert). L'action de l'UE est cadrée pour favoriser la mise en place du Programme de Résilience Économique et Sociale (PRES), et donc du Plan d'Actions Prioritaires 2019-2023 (PAP2A) notamment dans ses objectifs de (i) renforcer le système sanitaire, afin de couvrir les dépenses de santé liées à la riposte contre la pandémie de la COVID-19 ; (ii) renforcer la résilience sociale des populations (iii) la préservation de la stabilité macroéconomique et financière (iv) la sécurisation de l'approvisionnement régulier du pays en hydrocarbures, produits médicaux, pharmaceutiques et denrées de première nécessité.

Par ailleurs, cette action tient en compte aussi le Programme triennal d'urgence pour l'emploi et l'insertion socioéconomique des jeunes, annoncé par le Président Sall en avril 2022, et du coup la centralité de la jeunesse dans nos actions.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

Tirant **les leçons apprises** du passé, il reste pertinent et important de disposer de mesures variées et flexibles pour soutenir et appuyer les principales parties prenantes dans la mise en œuvre du partenariat UE-Sénégal (notamment le Gouvernement et la délégation de l'Union européenne). Dans le cycle 2021-2027, le ministère de l'économie, du plan et de la coopération prendra la place de l'Ordonnateur Nationale dans son rôle de coordinateur de la mise en œuvre du partenariat UE-Sénégal. Dans ce contexte et en vue du nouvel cadre de financement IVDCI-Europe dans le monde, le développement des capacités et le renforcement institutionnel et ainsi le soutien à travers mesures d'appui à la Délégation et aux autres parties prenantes dans la réalisation des objectifs et cibles établies au sein du partenariat, seront nécessaires.

Ce projet se propose d'apporter un soutien financier, logistique et technique aux services de la Délégation dans son dialogue et assistance au gouvernement national dans la mise en œuvre du partenariat UE-Sénégal. Par ailleurs il favorisera le dialogue politique sensible au genre et la visibilité de l'action de l'UE au Sénégal, ainsi ses valeurs et politiques.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les acteurs parties prenantes de cette action sont : les acteurs étatiques et notamment les agents des administrations / autorités centrales et locales /les représentants de l'Assemblée nationale, la société civile, les autorités locales, les organisations professionnelles, les opérateurs économiques et les acteurs du secteur privé d'une manière générale mais également les institutions financières nationales et régionales et les mécanismes de dialogue et de coordination. L'ensemble de ces acteurs seront parties prenantes dans la mise en œuvre de cette Facilité pour la Coopération Technique et la Communication. Plus spécifiquement, les services techniques des ministères

sectoriels seront renforcés pour permettre à l'État du Sénégal à mieux exercer ses fonctions dans le cadre du Partenariat UE-Sénégal et ainsi à mettre en œuvre de façon efficace et efficiente les actions financées par l'UE. Enfin, le principal bénéficiaire de l'action, c'est l'ensemble de la population sénégalaise, en tant que bénéficiaire final d'une meilleure mise en œuvre du partenariat UE-Sénégal.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de la FCTC sera de soutenir, d'étendre, d'adapter et d'ajouter de la valeur aux principaux instruments politiques pertinents pour les programmes de l'UE dans le pays.

Les **objectifs spécifiques** de cette action sont :

1. Accompagner la mise en œuvre de l'action européenne 2021-2027, notamment de l'action de la Team Europe.
2. Intégrer systématiquement l'égalité de genre dans toutes les actions de l'UE et les politiques nationales, dans le dialogue avec les organisations de la société civile, les autorités locales et avec le gouvernement, ainsi qu'accompagner la Délégation de l'UE dans la réalisation des objectifs du plan d'action genre III (GAP III).
3. Assurer une communication stratégique, proactive et ciblée en ligne avec les priorités politiques du partenariat UE-Sénégal et assurant à toutes les actions de coopération une visibilité efficace, de nature à souligner la présence politique de l'UE, de son action et de sa valeur.
4. Instaurer une collaboration flexible avec les acteurs culturels et créatifs engagés, les événements culturels phares ou innovants, ainsi que les espaces culturels offrant l'accès à la culture à la jeunesse pour accroître la visibilité et le dialogue autour des thèmes et valeurs phares de la coopération entre l'UE et le Sénégal et de la diplomatie culturelle européenne.

Les résultats attendus :

Appui à la mise en œuvre du partenariat UE-Sénégal:

Résultat 1.1 contribuant à l'objectif spécifique 1 : Les capacités de mise en œuvre du partenariat UE-Sénégal des ministères techniques, des autres partenaires techniques et financiers, du secteur privé, des autorités locales et des acteurs non étatiques sont améliorées.

Résultat 1.2 contribuant à l'objectif spécifique 1: Les programmes financés par IVCDI Europe dans le monde sont mieux identifiés, instruits, préparés, mis en œuvre, suivis et audités, y intégrant pleinement les questions transversales (p.ex. genre, gouvernance, environnement, société civile, coordination des partenaires, migration et déplacements forcés).

Résultats 1.3 contribuant à l'objectif spécifique 1: Des études techniques et préparatoires, ainsi que des missions d'assistance technique (AT) ponctuelles (y compris formation) sont organisées autour et en appui aux différents secteurs d'intervention de l'UE et notamment dans le secteur de la santé et, en particulier, pharmaceutique.

Résultat 1.4 contribuant à l'objectif spécifique 1: La Team Europe travaille en étroite collaboration dans la mise en œuvre des Team Europe Initiatives et de la stratégie conjointe.

Résultat 1.5 contribuant à l'objectif spécifique 1: Des forums de dialogue, des séminaires ou autres événements sont organisés.

Egalité de genre :

Résultat 2.1 contribuant à l'objectif spécifique 2: mise en œuvre du GAP III, en collaboration avec la société civile.

Résultat 2.2 contribuant à l'objectif spécifique 2: L'équipe de la délégation est assistée par une cellule d'experts dans le domaine de l'égalité de genre et donc la dimension genre est intégrée de manière transversale dans toutes les actions de l'UE, dans l'élaboration de différents documents et dans leur dialogue avec les parties prenantes dans le pays.

Résultat 2.3 contribuant à l'objectif spécifique 2: Des sessions de dialogues avec les entités étatiques, les organisations de la société civile, les autorités locales autour du sujet genre et donc des ambitions du GAP III sont réalisées.

Communication stratégique

Résultat 3.1 contribuant à l'objectif spécifique 3: les valeurs de l'UE, ses priorités politiques et ses programmes sont bien compris et connus par le grand public, le gouvernement, la société civile, le secteur privé et les autres partenaires au développement.

Résultat 3.2 contribuant à l'objectif spécifique 3: l'UE est perçue comme partenaire de référence pour le Sénégal.

Culture :

Résultat 4.1 contribuant à l'objectif spécifique 4 : l'appui aux acteurs culturels et créatifs et à des événements culturels phares et/ ou innovants est renforcé afin de promouvoir le dialogue (inter-) culturel,

Résultat 4.2 contribuant à l'objectif spécifique 4 : un appui à des centres culturels est mis en place pour permettre l'accès à la culture de la jeunesse et soutenir les espaces de réflexion sociétales en relation avec les valeurs européennes.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au résultat 1

- Provision d'expertise à court et moyen terme pour faire des études (études et revues sectorielles, analyses genre sectorielles, enquêtes, audits etc.), contribuer aux différentes étapes du cycle des projets (identification, formulation, suivi/évaluation, communication et visibilité, comptabilité/audit si nécessaire) dans le cadre du IVCDI Europe dans le monde.
- Organisation de forum, conférences (organisées par l'UE ou d'autres institutions), séminaires et formations sur des thèmes prioritaires de la politique de développement de l'UE et le Partenariat UE-Afrique (réformes économiques, démocratie, gouvernance, sécurité, égalité de genre, environnement, digitalisation, commerce, migration et déplacements forcés, etc.).
- Suivi technique des projets à travers les indicateurs établis dans les DSC, en général, et dans les cadres logiques des projets, en particulier.
- Participation aux exercices de monitoring externe (ROM) et évaluations des projets et assurer le suivi des recommandations.
- Appui-conseil aux ministères techniques et unités de gestion de projet pour que la gestion comptable, financière, contractuelle et administrative des projets soit conformes aux procédures de l'UE.
- Assistance technique, études, jumelages¹, formations ou autres appuis en vue de l'amélioration de l'écosystème de la santé et, en particulier, du secteur pharmaceutique.
- Organisation des événements pour la promotion du dialogue politique et sectoriel dans les domaines de la coopération entre l'UE et le Sénégal. Participation des parties prenantes-clés (gouvernement et acteurs non étatiques) à des événements du même genre sur des sujets d'intérêts commun.
- Activités liées à la coordination de l'Union européenne avec ses États membres et les autres partenaires au développement dans le cadre de la mise en œuvre des Team Europe Initiatives et/ou de la

¹ Par jumelages se réfère aux différents modalités de jumelages, y compris la collaboration Sud-Sud.

programmation conjointe et du fonctionnement des divers mécanismes de coordination existants (Comité exécutif des partenaires techniques et financiers - COMEX, G15 ...).

Activités liées au résultat 2

- Recrutement d'un prestataire pour mettre en œuvre un projet pour la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation de femmes en collaboration avec la société civile.
- Recrutement d'une cellule d'experts genre pour accompagner le staff de la délégation dans la mise en œuvre du GAP III dans ses actions et dialogue avec les parties prenantes.
- Organisation de séminaires, conférences et formations spécifiques autour du sujet genre avec le staff de la délégation et des EMs, le gouvernement, la société civile et autres parties prenantes.

Activités liées au résultat 3

- Recrutement d'une agence d'experts de communication pour accompagner la Délégation de l'Union européenne (DUE) dans le lancement de différentes campagnes et initiatives de communication et notamment d'une campagne sur la participation politique des jeunes.
- Réalisation d'activités de diplomatie publique autour des sujets d'intérêts convergents de l'UE et du Sénégal (relance économique, relance verte, jeunesse, égalité de genre, etc.).
- Organisation d'événements de visibilité, entre autres autour de la journée de l'Europe (9 mai).
- Organisation des visites conjointes de projets sur le terrain.
- Organisation de conférences, séminaires, séances de formation (séminaires, ateliers) et information, réunions, rencontres avec les organisations de la société civile et les autorités locales.
- Réalisation d'un plan de communication spécifique et d'actions de visibilité en lien avec les actions menées en faveur du développement de l'industrie pharmaceutique locale, et en particulier dans le cadre du projet de production locale de vaccins.²
- Lancement d'initiatives dédiées à la lutte contre la désinformation et la manipulation de l'information.

Activités liées au résultat 4

- Recrutement d'un prestataire pour mettre en œuvre les appuis aux secteurs d'activités culturelles et créatives.
- Soutien aux acteurs et initiatives culturels et créatifs engagés.
- Collaboration avec des événements culturels phares et /ou innovants permettant de la visibilité et d'un lien aux thèmes et projets phares de la coopération entre l'UE et le Sénégal.
- Appuis à des espaces sélectionnés afin d'élaborer l'offre culturelle et permettre l'accès à la culture pour la jeunesse.
- Organisation d'événements de diplomatie culturelle européenne.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

En vue de la transversalité du sujet environnemental dans nos actions au Sénégal, et notamment la prise en compte des ambitions du pacte vert, cette action pourrait financer des études d'impact environnemental ou de risque climatique, en fonction des besoins de la mise en œuvre des programmes et projets financés par l'UE.

² Cela sera réalisé en cohérence avec la BEI, qui dispose de 250.000 EUR de l'EU-Africa Infrastructure Trust Fund pour des actions de communication portant notamment sur le projet de production locale de vaccins.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Selon les codes CAD Genre de l'OCDE identifiés dans la section 1.1, cette action est étiquetée G1 (objectif spécifique) étant donné la possibilité de réaliser des études pour mieux intégrer la dimension genre dans les actions à financer par l'UE. Par ailleurs, il faut noter que cette action sera composée par 2 sous-actions ayant l'étiquette genre G2 (objectif général) : (i) soutien au staff de la délégation par une cellule d'experts genre dans la mise en œuvre du GAP III ; (ii) action spécifique pour soutenir la mise en œuvre du GAP III.

Finalement, l'égalité de genre, ainsi que l'autonomisation de femmes, seront sujets clés dans notre communication.

Droits de l'homme

Les droits humains seront au cœur de notre communication et diplomatie politique dans la promotion de nos valeurs fondamentales. L'approche basée sur les droits humains sera toujours prise en compte dans la mise en œuvre du partenariat UE-Sénégal.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes CAD Handicap de l'OCDE identifiés dans la section 1.1, cette action est étiquetée D0.

Démocratie

La promotion de la démocratie étant au cœur des valeurs de l'UE, les activités de communication et de diplomatie publique doivent en faire un des éléments centraux. Par ailleurs, ce sujet sera bien intégré dans notre communication, et notamment à travers le lancement de la campagne de promotion de participation politique des jeunes.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Cette question va faire partie intégrante des questions à prendre en considération surtout pour toutes les actions à financer dans les zones d'insécurité et de conflits.

La migration et les déplacements forcés sont intégrés dans cette action, en particulier dans les zones les plus touchées par ces mouvements de populations, afin de s'assurer de l'inclusion de ces populations, de la prise en compte de leurs besoins spécifiques ainsi que de l'impact de l'action sur les causes profondes de ces déplacements.

Réduction des risques de catastrophes

La vulnérabilité du Sénégal aux risques climatiques se situe surtout au niveau d'érosion côtière, sécheresse et sécurité alimentaire. Afin de veiller à la durabilité, ces risques seront pris en compte dans les actions à financer par l'UE.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Externe	Risque 1 – Contexte de pandémie COVID-19 > restrictions, notamment de voyages limitant la disponibilité des experts et impactant les résultats des études.	Moyenne	Moyenne	Organisation des missions virtuelles et utilisation d'experts locaux en appui aux experts internationaux. Soutien à la campagne vaccinale anti Covid au Sénégal et dans le monde à travers notre communication.
Externe	Risque 2 - Détérioration de la situation démocratique et notamment des droits humains	Moyenne	Haute	Dialogue avec les autorités étatiques
Partenaires	Risque 3 - Manque d'efficacité de la nouvelle structure nationale d'appui et de suivi au partenariat UE-Sénégal par rapport aux exigences du IVCDCI- Europe dans le monde	Moyenne	Moyenne	Dialogue politique avec les différents ministères techniques et notamment avec le ministère de l'économie, du plan et de la coopération. Mesures d'appui ciblés pour le renforcement des capacités institutionnelles .
Projet	Risque 4 - Pas de mesure ou d'action spécifique concernant l'Approche basée sur les droits humains (ABDH)/genre ou que les parties prenantes ne soient pas conscientes des enjeux stratégiques liés à cet aspect	Moyenne	Haute	Analyses genre pour tous les programmes/projets Renforcement de capacité, et de la sensibilisation du staff DUE grâce à l'accompagnement par des experts en matière ABDH/genre.

Politique	Risque 5 - Engagement politique insuffisant des EMs pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie conjointe	Faible	Moyenne	Dialogue régulier entre la DUE et les EMs
-----------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------	---------	-------------------------------------------

Enseignements tirés:

Ce projet s'inscrit dans la continuité des précédents Facilité de Coopération Techniques. La FCTC représente un outil qui favorise la mise en œuvre des objectifs identifiés au sein du partenariat UE-Sénégal et comme appris du passé elle permet de :

- Fournir rapidement de l'assistance techniques et l'expertise nécessaire à l'appui aux politiques, aux études sectorielles, à l'instruction, au suivi, évaluation, contrôle et à la capitalisation des interventions de développement.
- Favoriser une mise en œuvre efficace des politiques UE au Sénégal en vue de la flexibilité de recours à cet outil afin de répondre aux différents besoins ponctuels et/ou imprévisibles.
- Financer rapidement et de façon flexible des actions de coopération technique limitées en envergure et dans le temps.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est la suivante :

L'action sera gérée par la Délégation de l'UE au Sénégal, à travers de contrats spécifiques (contrat-cadre), procédures locales ou internationales et l'utilisation des différentes facilités thématiques ou spécifiques du siège.

Plus spécifiquement elle sera réalisée à travers des missions d'assistance technique court et moyen termes, des jumelages, la réalisation d'études d'identification, de formulation et de faisabilité, des enquêtes et sondages statistiques ponctuels, ainsi que des événements, conférences, séminaires et ateliers de formation.

La Facilité permettra de soutenir la mise en œuvre du Plan d'Action Genre III et notamment de sa déclinaison au niveau du Sénégal (Country Local Implementation Plan – CLIP), à travers le soutien d'une cellule d'experts genre à la disposition de l'équipe de la DUE afin de mieux intégrer la dimension genre de manière transversale dans tous les projets et programmes UE, ainsi que dans le dialogue et la coordination avec les différentes parties prenantes. À travers un contrat de services un projet sera mise en place ayant comme objective la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation de femmes.

Par ce qui concerne les activités de communication elles seront réalisées dans le cadre d'une stratégie de communication dont objective sera d'améliorer la visibilité et l'image de l'UE et notamment de leurs valeurs et politiques. Les activités de communication seront gérées par la DUE, en coordination avec la Team Europe, et par une équipe d'experts (agence de communication) qui accompagnera l'organisation des différentes activités à prévoir. En matière de culture et créativité, les activités seront mises en œuvre par un ou plusieurs contrats de services des différents types d'appuis aux acteurs et événements culturels et créatifs cités ci-dessus. Les leçons apprises de l'actuel contrat de services soutenant les activités du réseau EUNIC au Sénégal seront importantes pour peaufiner cette logique d'intervention et de construire sur cette base.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

	Chaîne des résultats: principaux résultats attendus (au maximum 10)	Indicateurs (au moins un indicateur par résultat attendus)	Sources des données
Impact (objectif général)	Soutenir, étendre, adapter et ajouter de la valeur aux principaux instruments politiques pertinents pour les programmes de l'UE dans le pays.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de projets et programmes mis en œuvre - Dialogue politique régulier - Indice de développement humain 	<ul style="list-style-type: none"> - Key Performance Indicators (KPI) - Rapport politique - Statistiques nationales et internationales
Effet(s) direct(s) objectif spécifique 1	Les capacités de mise en œuvre du partenariat UE-Sénégal de la Délégation UE, des ministères techniques, des autres partenaires techniques et financiers, du secteur privé, des autorités locales, des acteurs non étatiques sont améliorées et de l'ensemble des partenaires au développement.	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité de mise en œuvre - Résultats positifs des évaluations des projets 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports final d'évaluation - External Annual Management Report (EAMR) - Rapport des missions ROM - Rapport d'activité COMEX et G15
Effet(s) direct(s) objectif spécifique 2	L'égalité de genre est prise en compte de manière transversale dans tous les actions de l'UE et dans le dialogue avec les parties prenantes.	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage de budget de programmes/projets alloué à la réalisation/intégration de la dimension genre - Données par sexe fournis dans la formulation, monitoring et évaluation de projets et programmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Études spécifiques - Rapport des projets - Articles, revues de presse.
Effet(s) direct(s) objectif spécifique 3	La compréhension, connaissance et soutien de l'action de l'UE et la compréhension de ses valeurs et politiques sont assurés.	<ul style="list-style-type: none"> - Perception de l'UE par le grand public et les autres parties prenantes - Taux de connaissance de l'action de l'UE par le grand public et les autres parties prenantes (2020 survey Kantar) - Taux d'engagement du grand public dans les réseaux sociaux (qualitative et quantitative) 	<ul style="list-style-type: none"> - Survey de perception de la présence UE au Sénégal - Commentaires du grand public dans les réseaux sociaux
Effet(s) direct(s) objectif spécifique 4	La compréhension, connaissance et soutien de l'action de l'UE et la compréhension de ses valeurs et politiques sont améliorés, spécifiquement chez les jeunes, à travers un dialogue culturel et sociétal intensifié.	<ul style="list-style-type: none"> - Perception de l'UE par la jeunesse en particulier, le grand public dans son ensemble et les autres parties prenantes de la coopération et de la diplomatie au Sénégal 	<ul style="list-style-type: none"> - Survey de perception de la présence UE au Sénégal - Captation de réactions vives du public lors des événements. - Commentaires du grand public dans les réseaux sociaux

Résultats liés à l'objectif spécifique 1	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les capacités de mise en œuvre du partenariat UE-Sénégal des ministères techniques, des autres partenaires techniques et financiers, du secteur privé, des autorités locales et des acteurs non étatiques sont améliorées. 2. Les programmes financés par IVCDI – Europe dans le monde sont mieux identifiés, instruits, préparés, mis en œuvre, suivis et audités, y intégrant pleinement les questions transversales (p.ex. genre, gouvernance, environnement, société civile, coordination des partenaires, migration et déplacements forcés). 3. Des études techniques et préparatoires, ainsi que des missions d'assistance technique (AT) ponctuelles (y compris formation) sont organisées autour et en appui aux différents secteurs d'intervention de l'UE et notamment dans le secteur de la santé et, en particulier, pharmaceutique. 4. La Team Europe travaille en étroite collaboration dans la mise en œuvre des Team Europe Initiatives et de la stratégie conjointe. 5. Des forums de dialogue, des séminaires ou autres événements sont organisés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Études spécifiques /Identification et formulation - Approche participative dans formulation de projets - Taux d'utilisation de la FC - Pourcentage d'études prenant en compte le sujet transversal - Nombre de projets et programmes mis en œuvre - Dialogue politique régulier 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports, étude de missions de formulation du nouveau programme - Présence indicateur des questions transversales dans tous projets - KPI - EAMR - Rapport des missions ROM - Rapport d'activité COMEX et G15 - Articles, revues de presse, nombre d'outils de communication déployés
Résultats liés à l'objectif spécifique 2	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en œuvre du GAP III, en collaboration avec la société civile. 2. L'équipe de la délégation est assistée par une cellule d'experts dans le domaine de l'égalité de genre et donc la dimension genre est intégrée de manière transversale dans toutes les actions de l'UE, dans l'élaboration de différents documents et dans leur dialogue avec les parties prenantes dans le pays. 3. Des sessions de dialogues avec les entités étatiques, les organisations de la société civile, 	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage du budget IVCDI ayant le gender marker G1 et G2 - Numéro d'atelier, sessions de dialogue et formation organisés - Pourcentage d'études prenant en compte le genre 	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluation projet - Études spécifiques - Rapport des projets - Articles, revues de presse.

	les autorités locales autour du sujet genre et donc des ambitions du GAP III sont réalisées.		
Résultats liés à l'objectif spécifique 3	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les valeurs de l'UE, ses priorités politiques et ses programmes sont bien compris et connus par le grand public, le gouvernement, la société civile, le secteur privé et les autres partenaires au développement. 2. L'UE et la Team Europe sont perçues comme partenaire de référence pour le Sénégal. 	<ul style="list-style-type: none"> - % de public que connaissent les valeurs de l'UE - % de public engagé dans nos réseaux sociaux (par âge et sexe).³ 	<ul style="list-style-type: none"> - Survey de perception de la présence UE au Sénégal - Liste de présences aux événements (par âge et sexe). - Commentaires du grand public dans les réseaux sociaux
Résultats liés à l'objectif spécifique 4	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'appui aux acteurs culturels et créatifs est renforcé afin de promouvoir le dialogue (inter) culturel, permettre l'accès à la culture de la jeunesse et soutenir les espaces de réflexion sociétales en relation avec les valeurs européennes. 2. La coopération et diplomatie culturelles européennes sont comprises et perçues comme une valeur ajoutée de nos relations. 	<ul style="list-style-type: none"> - % de participation des jeunes aux événements culturels organisés par l'UE - % de public engagé dans nos réseaux sociaux se référant aux activités culturelles (par âge et sexe). 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports - Survey de perception de la présence UE au Sénégal par les jeunes. - Liste de présences aux événements (par âge et sexe). - Commentaires du public dans les réseaux sociaux - Interactions ciblées avec la jeunesse pendant les activités.

³ Detailed indicators, baselines and targets will be defined in the Strategic Communication and Public Diplomacy strategic plan, to be developed.

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le Gouvernement du Sénégal.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

NA

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁴.

4.4.1 Gestion directe (passation de marches)

Les activités du projet seront mises en œuvre en gestion directe. La Facilité de coopération aura pour objectif d'appuyer l'identification et la formulation des projets/programmes, d'organiser des formations et la réalisation d'études spécifiques qui ne sont pas couvertes par d'autres appuis institutionnels.

Objet	Type indicatif (travaux, fournitures, services)	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique court terme pour faciliter l'identification des projets et améliorer la mise en œuvre des projets/programmes	Services	Tout au long de la période mise en œuvre de la convention de financement
Organisation et participation à des séminaires, conférences, ateliers et formation.	Services	Tout au long de la période mise en œuvre de la convention de financement
Mission d'expertise	Services	Tout au long de la période mise en œuvre de la convention de financement
Lancement d'études sectorielle préalable à la mise en œuvre des certains projets/programme	Services	Tout au long de la période mise en œuvre de la convention de financement
Cellule d'experts genre	Services	2022 Q1/Q2

⁴ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

Mise en œuvre du GAP III	Services	2022 Q2/Q3
Agence d'experts de communication pour les actions de visibilité	Services	2022 Q3/Q4
Appuis aux secteurs d'activités culturelles et créatives.	Services	2022 Q3/Q4

4.4.2 Gestion indirecte avec une organisation internationale

Une partie de cette action qui consiste à appuyer le secrétariat de coordination du G15 mécanisme de coordination et de dialogue des partenaires avec les autorités sénégalaises peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants: sa capacité opérationnelle, sa valeur ajoutée, sa transparence, l'absence de conflit d'intérêts en particulier afin de coordonner et harmoniser le travail des différents Partenaires au Développement présents au Sénégal. La mise en œuvre par cette entité implique l'objectif 1 de l'action. Concernant l'appui à la coordination des Partenaires au Développement il s'agira de choisir et d'apporter un appui financier à une organisation internationale qui aura été choisie par l'ensemble de la communauté des partenaires pour abriter et assurer le fonctionnement du Secrétariat du G15/COMEX (Comité exécutif des partenaires techniques et financiers) et qui aura déjà été en mesure dans un passé récent d'assurer cette tâche avec succès.

4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Si la gestion indirecte avec les organisations internationales mentionnées à la section 4.4.2 ne peut pas être mise en œuvre en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, l'alternative consistera à mettre en œuvre ces actions en gestion directe conformément aux sections 4.4.1.

Objet	Type indicatif (travaux, fournitures, services)	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Recrutement d'un consultant à mettre à disposition au secrétariat du COMEX (objectif spécifique 1)	Services	Tout au long de la période mise en œuvre de la convention de financement

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	EU contribution (amount in EUR)
Objectif spécifique 1	3 800 000
Assistance techniques, études, jumelages, provision d'expertise, mission d'experts, organisation de forum, conférences, séminaires et formations, suivi et audit technique des projets. Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.1	700 000
Appui aux mécanismes de coordination des partenaires Gestion indirecte avec les organisations internationales – cf. section 4.4.2	100 000
Appui à l'intervention de l'UE dans le secteur de la santé Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.1	3 000 000
Objectif spécifique 2	1 100 000
Appui à la mise en œuvre du GAP III Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.1	1 000 000
Cellule d'experts genre Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.1	100 000
Objectif spécifique 3	2 000 000
Communication stratégique et diplomatie publique Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.1	2 000 000
Objectif spécifique 4	800 000
Culture (appui aux acteurs culturels et créatifs) Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.1	800 000
Évaluations – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	200 000
Imprévus	100 000
Totaux Gestion directe : 7 900 000 Gestion indirecte : 100 000	8 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

Par rapport à l'action relative au soutien de l'UE dans le domaine de la santé, la Commission européenne sera impliquée dans les discussions menées au sein du groupe des Partenaires au Développement et dans les groupes de travail spécifiques autour du sujet santé.

Dans le cas des actions liés à l'objective 2, la commission sera accompagnée par les organisations de la société civile et notamment par les organisations des jeunes filles, dans la mise en œuvre du GAP III. Par ailleurs en vue de la mise en œuvre du CLIP conjointement avec les États membres, des réunions régulières seront organisées au sein de la Team Europe pour assurer le suivi et la mise en œuvre du CLIP. La commission sera l'organe de coordination parmi les différentes parties prenantes.

Le point focal genre de la délégation sera le responsable du contrat de services avec la cellule d'experts genre. Des réunions régulières seront organisées et un rapport annuel autour du travail et des acquis réalisés sera rédigé.

Les services de la commission garantiront la mise en œuvre et le suivi du contrat de communication et visibilité, qui sera géré par une agence d'experts de communication, à travers de réunions hebdomadaires et ad hoc quand nécessaire, par un plan de communication général, par des plans de communication annuels et des rapports annuels et spécifiques autour des différentes campagnes/initiatives principales.

Le point focal culture de la délégation garantira la mise en œuvre et le suivi de l'action en appui au secteur culturel, qui sera géré par un prestataire, à traves de réunions et l'élaboration d'un plan des activités et un rapport final.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

La Délégation établira un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborera régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Les indicateurs relatifs aux ODD et, le cas échéant, les indicateurs définis d'un commun accord, par exemple dans le document de programmation conjointe, devront être pris en considération.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission.

Cette évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 1 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet].

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

Sur le plan régional et mondial, les montants alloués à la communication stratégique et de diplomatie publique seront gérés depuis le siège.

Sur le plan national, les documents d'action pour les programmes sectoriels spécifiques ne doivent plus inclure une disposition pour les activités de communication promouvant les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

À cette fin, les Délégations élaboreront dans un premier temps un plan de communication stratégique et de diplomatie publique à court-terme qui reflètera les objectifs de la Délégation dans son ensemble dans ce domaine. Ces plans couvriront dans un premier temps la période allant jusqu'à l'évaluation de mi-parcours. Les plans seront approuvés par un mécanisme de coordination composé du SEAE, de la DG INTPA, de la DG NEAR et FPI, et seront examinés, modifiés et étendus le cas échéant lors de l'évaluation de mi-parcours.

Une Stratégie de communication sera élaborée (2022 Q3/Q4). Elle aura pour objectif de fixer le cadre de l'action de l'Union européenne (UE) au Sénégal en matière de communication servira de référence à chaque activité de communication. Elle sera destinée aux professionnels internes de la communication, aux managers et à tout collaborateur amené à décliner des outils et actions de communication pour l'UE au Sénégal. Une cohérence sera garantie avec la stratégie globale de l'UE en matière de communication, avec la stratégie conjointe européenne au Sénégal (2021-2023), et des autres documents pertinents.

Cette stratégie sera élaborée autour des suivants principes:

- Une communication proactive, plutôt que réactive.
- Une communication innovante et créative, qui identifie et a pour effet un impact sur les public cible.
- Une communication 360° et efficace : mettre en place les outils les plus efficaces possibles, associés à des indicateurs de performance afin de mesurer les résultats, afin d'amplifier autant que possible la compréhension les valeurs UE auprès de notre public.
- Une communication autant que possible respectueuse de l'environnement.
- Une adaptation et prise en compte du contexte local: la Stratégie et le Plan de communication doivent pouvoir être modifiés, compte-tenu du contexte et des bilans des activités.

Les **cibles** de notre communication seront les suivantes :

Les jeunes

Message principal: la jeunesse est au cœur du partenariat UE-Sénégal et pour cela l'UE s'engage à répondre aux demandes des jeunes sénégalais sur la nécessité de créer des opportunités concrètes et de réduire les inégalités.

Résultat : les jeunes connaissent les valeurs de l'UE et la reconnaissent en tant qu'un partenaire de référence du Sénégal.

Moyen : via les réseaux sociaux particulièrement, à travers des collaborations avec des influenceurs, notamment des artistes locaux. Participation à des événements et formations avec des associations de la jeunesse, des organisations publiques, les OSCs, les écoles publiques et privées et les universités. À travers les activités des projets financées par l'UE.

Les femmes

Message principal: l'autonomisation des femmes et la lutte contre les inégalités de genre constituent la recette pour un développement durable et inclusif. L'UE s'engage à soutenir la réalisation du potentiel des femmes et filles sénégalaises.

Résultat : plus de femmes sont conscientes d'être des acteurs économiques essentiels (notamment au sein de l'économie informelle), de leur rôle dans la société et de leur potentiel pour le développement du pays.

Moyen : réseaux sociaux, et à travers des événements et formations organisés avec des organisations, associations, OSCs. À travers les activités des projets financées par l'UE.

Les bénéficiaires des projets de la coopération au développement

Message principal: l'UE est un partenaire de référence du peuple sénégalais et son action vise à produire un impact positif dans la vie des bénéficiaires de ses projets et programmes.

Résultat : les bénéficiaires connaissent les valeurs de l'UE et la reconnaissent en tant que partenaire de référence du Sénégal.

Moyen : activités de projets et notamment des formations et événements en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre des projets. Via les réseaux sociaux.

La société civile

Message principal: L'UE reconnaît le rôle que la société civile joue dans l'élaboration des politiques qui répondent aux besoins des gens, et pour accroître la sensibilisation et l'engagement des citoyens autour des défis mondiaux et nationaux.

Résultat : Les relations avec les organisations de la société civile et les ONG qui mettent en œuvre des projets financés par l'UE sont accentuées.

Moyen : événements, réunions, activités de projets et notamment des ateliers de formation. Via les réseaux sociaux.

Le secteur privé

Message principal: L'UE soutient le secteur privé en vue de son rôle essentiel pour une croissance durable et inclusive.

Résultat : Les relations entre l'UE et le secteur privé sont renforcées.

Moyen : événements, réunions, activités de projets, via les réseaux de chambres de commerce (notamment avec EUROCHAMB) et les réseaux sociaux.

Narratif :

L'UE et ses membres partagent des valeurs communes et une vision de l'avenir fondée sur des principes et des objectifs convergents. Le Sénégal est bien plus qu'une démocratie fiable, qui jouit d'une stabilité politique dans un environnement vulnérable. C'est un partenaire bilatéral clé et un partenaire régional stratégique, sur le continent africain et dans les enceintes multilatérales. La relation de longue date avec le Sénégal est basée sur le respect et la confiance mutuels, qui sont les fondements d'un partenariat riche et multiple. La relation a évolué et au fil du temps nous avons toujours pu compter sur le Sénégal pour nous accompagner dans l'évolution des priorités et des intérêts.

Messages principaux :

- L'UE est un **partenaire de référence** pour le Sénégal.
- **Ce qui est bon pour le Sénégal est bon pour l'UE** : voir l'émergence économique et sociale du pays décoller grâce à une bonne gouvernance, une politique inclusive, la relance verte et des investissements du secteur privé, avec un accent mis désormais sur les jeunes et les femmes.
- L'UE soutient le Sénégal dans son ambition de devenir un hub régional dans la **production pharmaceutique** et notamment de vaccins.

Slogans principaux :

#NIOFAR (on est ensemble)

#TEKKIFII (Réussir ici)

Informations administratives :

Un calendrier (3 ans) sera élaboré par une agence d'experts de communication en collaboration avec le staff de la Délégation et notamment avec le chargé de programme responsable de la communication (COMMCORD) qui sera chargé de suivre la mise en œuvre de la stratégie de communication et donc de tous les activités de visibilité. Le budget est indiqué dans la section 4.6.

Il est envisagé qu'un contrat de communication et de visibilité puisse être conclu au titre d'un contrat-cadre (2022 Q2/Q3). Le CommCord de la délégation sera le responsable de la mise en œuvre et du suivi du contrat.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

An Intervention (also generally called project/programme) is the operational entity associated to a coherent set of activities and results structured in a logical framework aiming at delivering development change or progress. Interventions are the most effective (hence optimal) entities for the operational follow-up by the Commission of its external development operations. As such, Interventions constitute the base unit for managing operational implementations, assessing performance, monitoring, evaluation, internal and external communication, reporting and aggregation.

Primary Interventions are those contracts or groups of contracts bearing reportable results and respecting the following business rule: 'a given contract can only contribute to one primary intervention and not more than one'. An individual contract that does not produce direct reportable results and cannot be logically grouped with other result reportable contracts is considered a 'support entities'. The addition of all primary interventions and support entities is equivalent to the full development portfolio of the Institution.

The present Action identifies as

Option 1: Action level		
<input checked="" type="checkbox"/>	Single action	Present action: all contracts in the present action
Option 2: Group of actions level		
<input type="checkbox"/>	Group of actions	Actions reference CRIS number: 2021 / 043-402 Present action
Option 3: Contract level		
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 1	Assistance technique court terme pour faciliter l'identification des projets et améliorer la mise en œuvre des projets/programmes - Services
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 2	Séminaires, conférences, ateliers et formations - Services
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 3	Missions d'expertise - Services
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 4	Audit et évaluations - Services
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 5	Etudes - Services
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 6	Cellule d'appui genre - Services
<input type="checkbox"/>	Single Contract 7	Agence de communication - Services
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 8	Appui à la mise en œuvre du GAP III - Services
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 9	Appui culture

		- Services
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 10	Appui aux mécanismes de coordination des partenaires - Gestion indirecte